

No to an NHS tax

I do not think there is a simple extra tax we can invent that will meet the future financial needs of the NHS. The UK government has usually avoided hypothecation of revenues for the perfectly good reason that there is no likelihood that a particular tax will always yield exactly the right amount that any particular service might need for its costs. We will need to spend more in future on the NHS, and that will come out of general taxation. The increased spending may exceed the increased yield of a nominated tax. The settlement will be unstable, with the NHS complaining if the hypothecated revenue falls short of what it thinks it needs.

Nor do I think there is a way to have a ten year financial settlement for the NHS. A ten year settlement will span three Parliaments which will have different governments whether of the same party or different parties, with MPs elected on different programmes and spending priorities. It is difficult to know how much health care will be needed in ten years time and what the technology and service delivery will be like. It may look very different from today given the pace of technical change. We could make what we think is a generous settlement today, only for the NHS to discover it has a good need of more money than settled on it at some future date. I doubt the fact of a ten year settlement would act as an constraint on the request for more cash, which might well be justified. There is a lot to be said for making a firm offer of cash for the immediate year ahead, with indicative budgets for the following few years. It is difficult to know today how much we will need to spend in 2028 and on what.

It is likely many people will want to spend more on their healthcare as they earn better real incomes. This will happen automatically as the tax take increases with rising incomes, and more money will be voted for the NHS. Some of this will also be possible from the increasing take up of private healthcare which many opt for. There is a lot of self treatment with the help of the local pharmacy, where over the counter medicines are bought on a large scale. Some of it takes the form of people taking out subscriptions to Health clubs, and paying for a diet and exercise regime they think will keep them healthier. Some people take out private insurance or have employers that provide it. Some pay for private treatment when they need it to get round long waiting times for non urgent NHS treatment or to benefit from the greater flexibility over timing of treatments and standards of supporting care, including private rooms in hospitals.

There will nonetheless remain a major requirement for the state to vote more money for more and better quality healthcare free at the point of use in NHS surgeries and hospitals. Much of the care and cost will be for the elderly as they live longer and develop more conditions related to old age that need treatment. It will require better integration with social care to cater for this growing group of patients.

Remarks by President Juncker at the joint press conference with President Tusk, Prime Minister Borissov and President Erdoğan, resident of Turkey, following the EU-Turkey Leaders' Meeting in Varna, Bulgaria

Je voudrais d'abord remercier mon ami Boyko Borissov de nous accueillir à Varna pour ce sommet. C'est la deuxième fois que je me trouve à Varna. La première fois il y avait un ciel bleu, une vue non perturbée sur la mer Noire. Cette fois-ci, il y a du brouillard, il y a de la pluie; je ne vois pas la mer Noire, mais je sais où je me trouve.

Et donc je suis heureux d'avoir pu contribuer – je l'espère – à restaurer aujourd'hui un climat de confiance entre l'Union européenne et la Turquie.

La Turquie pour moi, je me répète en le disant, est une grande nation avec laquelle nous partageons de nombreux liens historiques, culturels, économiques, stratégiques évidents. Et le peuple turc est un grand peuple toujours digne, souvent courageux, pour lequel j'ai beaucoup de respect et une admiration soutenue.

Nous voulons que la Turquie soit un véritable partenaire stratégique de l'Union européenne. Et entre partenaires stratégiques, nous devons savoir maintenir en permanence un dialogue ouvert et franc afin d'approfondir ce qui nous rapproche et de résoudre ce qui nous divise.

Je crois qu'et la Turquie et l'Union européenne font une erreur colossale en décrivant surtout devant nos opinions publiques les divergences qui nous séparent. Nous ne parlons jamais des intersections qui peuvent nous réunir autour des ambitions conjointement communes.

Nous avons avec nos amis turcs de nombreux intérêts et de nombreux défis que nous devons relever ensemble. Nous partageons évidemment des intérêts géostratégiques, notamment de la sécurité dans nos approvisionnements énergétiques. Et je me félicite – on n'en parle jamais – des progrès significatifs que nous avons accomplis dans la mise en œuvre du corridor gazier sud auquel l'Europe apporte une importante contribution financière, y compris un prêt de 1,5 milliard d'euros accordé récemment par le Banque européenne d'investissement. Je suis confiant que les premières fournitures en gaz azéri pourraient arriver en Turquie d'ici l'été 2018 et en Europe d'ici 2020.

Nous devons aussi affronter les défis communs notamment dans la lutte contre le terrorisme. C'est un devoir conjoint qui concerne à la fois la Turquie et l'Union européenne au même degré. C'est seulement en unissant nos forces que nous parviendrons à gagner notre combat contre ce terrible fléau. Toujours est-il que je voudrais que les interventions sur le territoire syrien se fassent en conformité avec le droit international – c'est une exigence que nous imposons à nous-mêmes, c'est une exigence que nous devons imposer à nos alliés.

Enfin, en matière de migration, tout ne baigne pas dans l'huile, mais l'accord que nous avons su conclure entre le gouvernement turc et l'Union européenne se révèle être très efficace quant aux résultats vérifiables puisque le nombre des réfugiés venant de Turquie vers le continent européen a diminué de 97%. C'est d'abord le mérite de la République turque, qui a su accueillir sur son territoire entre 3,5 millions et 4 millions de réfugiés venant de Syrie, ce qui prouve que la Turquie, lorsqu'il s'agit de donner l'exemple en matière de solidarité internationale et surtout de solidarité entre son pays et l'Union européenne, a su consentir des efforts extraordinairement importants. Ce à quoi nous ne pouvons qu'applaudir.

La Facilité en faveur des réfugiés en Turquie est la traduction tangible de la solidarité entre la Turquie et l'Union européenne, devrais-je dire le résultat tangible de la solidarité européenne aussi avec les réfugiés qui ont trouvé refuge sur le territoire turc. L'Union européenne a honoré son engagement d'apporter 3 milliards d'euros en 2016 et 2017 et la Commission a lancé le 14 mars dernier le processus de mobilisation de fonds supplémentaires pour la deuxième tranche de 3 milliards d'euros, et je voudrais que les Etats membres – je n'en doute pas – se joignent à cet effort.

Sur ce point, je voudrais dire que oui, nos amis turcs ont l'habitude, que j'ai quelque difficulté à appréhender dans son entièreté, de dire que l'Union européenne jusqu'à ce jour n'a déboursé qu'1,8 milliards d'euros. Il y a des règles comptables en Europe; ça peut surprendre les autres, mais il y a des règles comptables. Nous avons déboursé 1,8 milliards d'euros, nous nous sommes engagés pour débourser 1,2 milliards d'euros, affecter aux projets – il y en a 72, si je m'abuse – le jour où ces projets auront trouvés une application vérifiable. Donc il n'y a pas de doute à avoir sur l'engagement entier, solennel de l'Union européenne sur ces 3 milliards d'euros, tout comme je voudrais dire que l'engagement de l'Union européenne pour mettre à la disposition des réfugiés en Turquie, sur les 3 milliards d'euros pour les années à suivre, sera suivi évidemment d'effet.

Pour le reste, je dois vous dire que je suis – enfin, je suis romantique, nostalgique – un peu triste de l'état des relations entre la Turquie et l'Union européenne. Voilà des années que j'appuie la voix, les efforts de la Turquie pour devenir membre de l'Union européenne. Jusqu'à ce jour, il n'y a pas d'autre décision que celle qui consiste à promettre à faire en sorte que l'adhésion turque à l'Union européenne se fasse le jour venu. Je suis contre cette idée simple, superficielle, parfois démagogique et populiste qui voudrait que nous rompions les négociations d'adhésion avec la Turquie. Non, moi je suis le garant de la poursuite des engagements qui furent ceux de

l'Union européenne à l'égard de la Turquie.

Il faut poursuivre les efforts de part et d'autre, ce qui fait qu'avec mon ami le Président Erdoğan j'ai voulu ce soir dire en vérité ce qu'il en est: il faut que la Turquie améliore ses relations avec les pays membres de l'Union européenne – je veux parler de Chypre et je veux parler de la Grèce. C'est indispensable pour que nous puissions avancer sur une route prometteuse d'avenir.

The European Union understands perfectly that Turkey has to defend its institutions. The defence of the Turkish institutions is the European defence of Turkish and European institutions. There is no nuance between the two undertakings. And the attempted coup that took place on 15 July 2016 was a national trauma. We were one of the first to show our solidarity. We were gathering in Mongolia in the desert of Gobi and we issued a statement at 2:10 in the morning without knowing what would be the outcome of the putsch. We wanted to be there, we wanted to prove that we are close allies to Turkey because in this complicated world, we are sharing something in common and we had to prove it during that night. And so it was normal, obvious, evident that we had to condemn the actions in the middle of that night even before the outcome was clear. And our reaction was not depending on the outcome but it was depending on what people inside Turkey tried to do – reverse democracy and kill the President of Turkey. We did not know during that night that there has been an attempt to assassinate the President. We knew it later and we are condemning this with all our means and strength.

But now we think that the Turkish institutions, thanks to the efforts which have been undertaken, are strong enough for the state of emergency to end. We would ask Turkey to have a new look on at the imprisoning of journalists. Turkey is a big nation, a strong power inside the country and outside the country, and so I think that even as far as the Greek soldiers are concerned, efforts should be undertaken to resolve this problem in normal times.

To sum up, this was a Summit of mixed feelings but not of mixed messages. It was a good meeting, because – as this is the normal principle between big democracies – we were able to talk in all frankness and openness.

Thank you, President Erdoğan, for having been here. We will have – as we had in the past – many, many meetings to resolve the problems between Turkey and Europe. I do think that Turkey and the European Union have to move together.

Questions and Answers

Q1 What concrete responses have you gotten this evening to EU concerns from journalists' jailing to the East Mediterranean to Turkey's actions in Syria? If those responses are not forthcoming – you talk about continuing accession talks, but what kind of relationship can the EU have with Turkey in the future if not based on common values?

Président Juncker: Je voudrais dire que pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme qui frappe la Turquie, nous sommes aux côtés de la Turquie. Toujours est-il que nous voudrions que la lutte contre le terrorisme

lorsqu'il a lieu hors des frontières turques se fasse en conformité stricte avec le droit international. Pour ce qui est du problème concernant les deux soldats grecs, nous faisons confiance à la partie turque, façon technocratique d'exprimer nos relations à nos amis turcs, de résoudre ce problème d'une façon qui me paraît être souhaitable avant la fête de Pâques grecque. Mais nous faisons toute confiance à nos amis turcs pour résoudre ce problème de la meilleure façon possible. Finalement, je voudrais faire une remarque qui concerne le protocole: j'ai observé depuis le début de la présidence bulgare que le gouvernement bulgare, le protocole bulgare, les ministres bulgares qui obéissent évidemment au protocole bulgare, font un travail remarquable. Et lorsque je suis venu à Varna, entre l'aéroport et le lieu où nous sommes, j'ai observé des centaines – if not thousands – of soldiers, probably policemen, staying there in the rain. We were sitting in a dry car. They did their job, big job. The Bulgarians can be proud of their police.

[Aajeevika making rural women self-reliant fast-Tomar](#)

Union Minister of Rural Development, Panchayati Raj and Mines Shri Narendra Singh Tomar today inaugurated the SARAS Aajeevika Mela 2018 here and said that the Aajeevika mission is bringing huge socio-economic transformation in the lives of rural women.

[Go to Source](#)

Author:

[Issuance Calendar for Marketable Dated Securities for April 2018 – September 2018](#)

To enable institutional and retail investors plan their investments efficiently and provide transparency and stability to the Government securities market, an indicative calendar for issuance of Government dated securities for the first half of the fiscal year 2018-19 (April 1, 2018 to September 30, 2018) has been prepared in consultation with the Reserve Bank of India.

[Go to Source](#)

Author:

Calendar for Auction of Government of India Treasury Bills (For the Quarter ending June 2018)

After reviewing the cash position of the Central Government, the Government of India, in consultation with the Reserve Bank of India, has decided to notify the amounts for the issuance of Treasury Bills for the quarter ending June 2018 as under:

Notified Amount for Auction of Treasury Bills

(April 1, 2018 to June 30, 2018)

(Rs.

[Go to Source](#)

Author: